

TABLEAU D

Section particulière 1976 — Communauté culturelle néerlandaise

Budgets	Evaluations		Opérations comptabilisées				Soldes	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses	au 31 décembre 1975	au 31 décembre 1976
				Totaux	À régulariser			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Culture néerlandaise	48 000 000	47 800 000	101 373 476	54 417 825	8 674 039	46 955 651	(1)	59 123 302
Education nationale	1 746 181 000	1 736 181 000	3 448 941 172	1 510 987 400	—	1 937 953 772	661 164 186	2 599 117 958
Santé publique et Famille	31 300 000	48 800 000	28 958 741	16 494 132	—	12 464 609	78 518 125	90 982 734
Totaux	1 825 481 000	1 832 781 000	3 579 273 389	1 581 899 357	8 674 039	1 997 374 032	751 849 962	2 749 223 994

(1) Le solde au 31 décembre 1975 se montrait à F 11 849 243.

La différence en plus, de F 318 408, est la conséquence d'un transfert du budget des Affaires culturelles de la Communauté néerlandaise.

SÉRVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 81 — 818

Arrêté royal relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures

RAPPORT AU ROI

Sire,

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil des Communautés européennes a approuvé, le 10 décembre 1979, les résultats des négociations dans le cadre du GATT, conformément à la déclaration des Ministres adoptée à Tokyo le 14 septembre 1973. L'accord relatif aux marchés publics fait partie de cet ensemble adopté.

Cet accord tend à établir un cadre international concerté de droits et d'obligations concernant les lois, règlements, procédures et pratiques en matière de marchés publics. Ledit accord vise à promouvoir l'expansion et la libéralisation du commerce mondial.

Certaines dispositions dudit accord sont plus favorables pour les entreprises introduisant des soumissions que celles reprises dans la directive (77/62/C.E.E.) portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures mise à exécution en Belgique par l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures.

Par conséquent, il a fallu adapter cette directive pour éviter que des entreprises de pays tiers soient favorisées aux dépens des entreprises établies dans les Etats membres des Communautés européennes.

La nouvelle directive du Conseil (80/767/C.E.E.) du 22 juillet 1980 adaptant et complétant, en ce qui concerne certains pouvoirs adjudicateurs, la directive 77/62/C.E.E. portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures pourvoit à ce besoin. Le présent arrêté introduit dans notre droit national les adaptations ainsi rendues nécessaires.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 81 — 818

Koninklijk besluit betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Raad van de Europese Gemeenschappen, op aanbeveling van de Commissie, heeft op 10 december 1979 de resultaten van de onderhandelingen goedgekeurd in het kader van de GATT overeenkomstig de op 14 september 1973 te Tokio goedgekeurde verklaring van de Ministers. De overeenkomst inzake overheidsopdrachten maakt deel uit van dit aanvaarde geheel.

De overeenkomst heeft tot doel een internationaal kader van rechten en verplichtingen te scheppen betreffende de wetten, reglementen, procedures en praktijken op het gebied van overheidsopdrachten. Zij heeft een grotere liberalisatie en expansie van de wereldhandel op het oog.

Bepaalde voorschriften van deze overeenkomst zijn gunstiger voor de inschrijvende ondernemingen dan deze van de richtlijn (77/62/E.E.G.) betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor leveringen, die in België werd in uitvoering gesteld door het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen.

Deze richtlijn diende bijgevolg aangepast te worden te voorkomen dat ondernemingen uit derde landen een gunstigere behandeling zouden krijgen dan ondernemingen uit de Europese Gemeenschappen.

De nieuwe richtlijn van de Raad (80/767/E.E.G.) van 22 juli 1980 tot aanpassing en aanvulling, voor wat bepaalde aanbestedende diensten betreft, van richtlijn 77/62/E.E.G. betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor leveringen komt hieraan tegemoet. Onderhavig besluit brengt de hierdoor noodzakelijke aanpassingen aan in ons nationaal recht.

Outre les adaptations résultant de la directive, il y a également lieu de pourvoir à l'exécution de l'accord lui-même dans le cadre du droit national. La directive reprocant, quoique souvent d'une manière indirecte, la presque totalité de la teneur de l'accord, le présent arrêté se limite en grande partie à l'exécution des dispositions de cette directive.

Ce projet trouve dès lors son fondement légal dans la loi du 20 juillet 1973 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de marchés de travaux, de fournitures et de services passés par les services publics. Dans la première partie de son avis et dans son observation concernant le préambule, le Conseil d'Etat déclare que dans le rapport au Roi, il y aurait lieu de procéder à certaines rectifications, notamment préciser que le projet tend à apporter dans la réglementation les adaptations résultant immédiatement ou par référence de la directive 80/767/C.E.E.

Quoique le texte de la directive relève immédiatement ou par référence les modifications qu'il est nécessaire d'apporter dans notre réglementation, il n'en reste pas moins vrai que son objectif est plutôt limité, ainsi qu'il est dit au précédent alinéa.

La directive ne vise qu'à adapter l'incidence de l'accord à la directive 77/62/C.E.E. Or notre pays est tenu d'exécuter lui-même l'accord, ce qui implique des obligations allant au-delà de celles contenues dans la directive. On peut citer par exemple la liste des pays qui peuvent prétendre à l'application de l'accord et à ce propos également, l'article 3 du projet.

En raison de ces considérations, la référence à la décision du Conseil des Communautés européennes du 10 décembre 1979 est maintenue dans le préambule.

Le texte soumis au Conseil d'Etat chargeait le Premier Ministre de prendre un certain nombre d'arrêtés à caractère normatif. Une partie de ces dispositions n'a toutefois pas pu être formulée à ce moment, rien de définitif n'ayant encore été obtenu à ce propos au niveau international. La situation est demeurée en partie inchangée en ce qui concerne les modalités prévues à l'article 9, alinéa 2. Tant que faire se pouvait, la recommandation du Conseil d'Etat a été suivie, sauf en ce qui concerne la liste mentionnée à l'article 3, une grande souplesse devant être maintenue en l'occurrence.

La nécessité de cette souplesse est d'ailleurs déjà apparue : les Communautés européennes n'ont en effet accepté qu'avec des réserves, d'appliquer l'accord à l'égard de deux parties contractantes. Le Premier Ministre doit dès lors être autorisé à exécuter, par voie d'arrêté ministériel, les décisions émanant des institutions compétentes de la C.E.E. et engageant notre pays.

La dernière observation générale du Conseil d'Etat peut être prise en considération sans autre objection. Un certain laps de temps est laissé aux administrations concernées afin de procéder aux adaptations nécessaires des publications qu'elles se proposaient de faire.

L'article 1er circonscrit le champ d'application de l'arrêté, qui se limite, d'une part, aux administrations adjudicatrices visées et, d'autre part, aux contrats d'achat ainsi que, en ce qui concerne les achats en matière de Défense nationale, aux seuls produits repris en annexe. Les administrations visées au § 3, A, sont actuellement soumises à la directive 77/62/C.E.E., tandis que celles visées dans la liste séparée au § 3, B, sont soumises à la directive 80/767/C.E.E. Cette distinction se révèle importante car il en résulte, par exemple, dans le cadre de cet arrêté, une grande différence en matière de publication. La liste reprenant les administrations visées est nettement plus limitée que celle figurant à l'arrêté royal précité du 28 décembre 1978. Le terme « contrat d'achat » se rapporte au sens juridique traditionnellement donné au terme « fourniture ». Par conséquent, les fournitures sous forme d'un marché de promotion visées par l'article 5 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ne tombent pas sous l'empire du présent arrêté. L'observation du Conseil d'Etat à ce sujet ne peut donner lieu à une adaptation du texte. Un arrêté royal qui doit encore être publié, précisera d'ailleurs le concept de marché de promotion. L'optique de ces deux textes diffère fondamentalement : le concept de contrat d'achat appartient à l'ordre international et celui de marché de promotion à l'ordre juridique interne. Dans cette situation, la prudence s'impose, d'autant plus que l'accord est, en quelque sorte, en rodage et sera revu de toute manière dans trois ans.

Naast de aanpassingen veroorzaakt door de richtlijn moet tevens de overeenkomst zelf nog worden uitgevoerd in ons recht. De inhoud ervan wordt echter haast volledig, zij het dan dikwijls onrechtstreeks door de richtlijn overgenomen, zodanig dat onderhavig koninklijk besluit zich grotendeels tot de uitvoering van haar bepalingen beperkt.

Dit ontwerp ontleent bijgevolg zijn rechtsgrond aan de wet van 20 juli 1973 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en besluiten inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten. De Raad van State heeft in het eerste deel van haar advies en in haar opmerking betreffende de preambule te kennen gegeven dat in het verslag aan de Koning enige correctie zou dienen gebracht met name dat het ontwerp er toe strekt in de nationale reglementering de aanpassingen te brengen die onmiddellijk of door verwijzing uit de richtlijn 80/767/E.E.G. voortvloeiën.

Het mag dan al zo zijn dat de tekst van de richtlijn rechtstreeks of door verwijzing de in onze reglementering noodzakelijke wijzigingen aangeeft, het feit blijft dat haar bedoeling eerder beperkt is, zoals in een vorige alinea is aangegeven.

De richtlijn heeft slechts tot doel de weerslag van het akkoord op de richtlijn 77/62/E.E.G. te regelen. Ons land is echter gebonden het akkoord zelf uit te voeren, en dit houdt ruimere verplichtingen in dan deze van de richtlijn. Er is bijvoorbeeld de lijst van landen die aanspraak kunnen maken op de toepassing van het akkoord, in dit verband dient ook het artikel 3 van het ontwerp vermeld te worden.

Ingevolge deze overwegingen werd ook de verwijzing naar het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 10 december 1979 in de preambule gehandhaafd.

De tekst die aan de Raad werd voorgelegd liet het treffen van een aantal besluiten van normatieve aard over aan de Eerste Minister. Een deel van deze bepalingen kon op dat moment echter niet worden geformuleerd omdat op het internationale niveau daaromtrent nog geen uitsluitel was gekomen. Dit is ten dele nog het geval voor de vereisten gesteld in artikel 9, tweede lid. Zover als mogelijk wordt aan de aanbeveling van de Raad tegemoet gekomen, echter niet voor de lijst waarvan sprake in artikel 3, omdat hier een grote soepelheid moet gehandhaafd blijven.

De noodzaak hiertoe is immers reeds gebleken : de Europese Gemeenschappen hebben immers slechts met reserves aanvaard om het akkoord ten opzichte van twee verdragsluitende partijen toe te passen. Aan de Eerste Minister moet dus toegelaten worden de voor ons land bindende beslissingen van de bevoegde instellingen van de E.E.G. bij ministerieel besluit uit te voeren.

Aan de laatste algemene opmerking van de Raad kan zonder meer worden tegemoet gekomen. De betrokken besturen wordt enige tijd gelaten om de nodige aanpassingen van de door hun voorgenoemen publikaties te verrichten.

Artikel 1 omschrijft het toepassingsveld van het besluit dat enerzijds is beperkt tot de genoemde opdrachtgevende besturen en anderzijds tot de koopovereenkomsten alsmede, voor de aankopen van Landsverdediging, enkel tot de in bijlage vermelde produkten. De in § 3, A bedoelde besturen zijn onderworpen aan de richtlijn 77/62/E.E.G. terwijl de in de afzonderlijke lijst in § 3, B opgenomen besturen aan de richtlijn 80/767/E.E.G. onderworpen zijn. Dit onderscheid heeft zijn belang daar in het raam van dit besluit bijvoorbeeld een voornaam verschil bestaat inzake publikatie. De lijst van besturen is duidelijk veel beperkter dan deze van het bovengenoemde koninklijk besluit van 28 december 1978. De term « koopovereenkomst » daarentegen duidt op de traditionele juridische betekenis van de « levering ». Leveringen die in de vorm van een promotieopdracht zoals bepaald in artikel 5 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten gesloten worden, vallen bijgevolg niet onder dit besluit. De opmerking van de Raad van State hieromtrent kan geen aanleiding geven tot een aanpassing van de tekst. Het begrip promotieopdracht zal immers door een nog te publiceren koninklijk besluit nader worden omschreven. De optiek van deze beide teksten verschilt grondig : het begrip koopovereenkomst behoort tot de internationale rechtsorde, promotieopdracht tot de interne. In deze situatie is enige voorzichtigheid vereist, temeer daar de overeenkomst in zekere zin een inrijperiode doormaakt en na drie jaar alleszins herzien zal worden.

Il est toujours temps d'envisager l'insertion d'un certain nombre de définitions dans notre législation, s'il y a lieu.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite n'est pas reprise dans la liste des institutions soumises à ce projet, contrairement à l'annexe de l'accord et de la directive. Ceci est une conséquence de l'arrêté royal n° 1 du 24 décembre 1980 modifiant la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'Épargne et de Retraite. Le gouvernement a entrepris les démarches nécessaires en vue d'en informer les Communautés européennes.

L'exception faite pour les marchés dans le domaine de la coopération au développement doit être envisagée en tenant compte de la note à l'article 1er, alinéa 1er et à l'article 3 de l'accord.

L'article 2 règle essentiellement l'application aux marchés visés par le présent arrêté de certaines dispositions de l'arrêté royal du 28 décembre 1978, sans préjudice toutefois des modalités prescrites aux articles 5 et 6 du présent arrêté.

La disposition de l'article 3 met en exergue le caractère propre du présent arrêté royal par rapport à l'arrêté royal du 28 décembre 1978 et aux directives européennes. Le seuil mentionné à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, se rapporte en effet tant aux dispositions de procédure qu'à l'interdiction des discriminations, alors que les directives 77/62/C.E.E. et 71/305/C.E.E. ne fixent que le seuil pour les règles de procédure, l'interdiction de discrimination étant d'ailleurs générale.

Lors de l'application de l'article 3, il y a lieu de tenir compte de trois déclarations publiées le 19 août 1980 dans le Journal officiel des Communautés européennes (n° C 211/1), à savoir : la déclaration de la Commission concernant l'article 115 du Traité C.E.E. la résolution du Conseil du 22 juillet 1980 concernant l'accès des produits originaires des pays tiers aux marchés publics de fournitures de la Communauté, et la déclaration du Conseil et de la Commission concernant l'article V, paragraphe 14, sous h) de l'accord relatif aux marchés publics résultant des négociations commerciales multilatérales conclues dans le cadre du GATT.

L'article 115 du Traité de Rome permet de prendre des mesures à l'égard de produits déjà admis en libre pratique dans la Communauté. Le champ d'application élargi de l'accord a rendu nécessaire de rappeler cette possibilité, comme cela ressort de ces déclarations.

La disposition de l'article 4 interdit, pour les marchés tombant sous l'application de l'arrêté, de justifier un contrat de gré à gré par référence au cas visé.

L'objet de l'article 5 est clair : les marchés déjà soumis à la directive 77/62/C.E.E. sont publiés conformément à l'alinéa 1er et en vertu de l'arrêté du 28 décembre 1978 tant au Journal officiel qu'au Bulletin des Adjudications, dans le respect toutefois des dispositions du présent arrêté royal, plus particulièrement en matière de délais et de modèles de publication.

Les marchés inférieurs au seuil fixé dans la directive 77/62/C.E.E. et passés par les institutions figurant à la fois dans la liste de la directive 77/62/C.E.E. et dans celles de l'accord et de la directive 80/767/C.E.E., ainsi que les marchés passés par les institutions qui ne sont soumises qu'à l'accord et à la directive 80/767/C.E.E., ne tombent pas sous l'empire de la directive 77/62/C.E.E. et sont publiés uniquement dans le Bulletin des Adjudications, conformément aux alinéas 2 et 3.

Sur avis de la Commission des marchés publics, le texte proposé a été réparti dans l'article 5 introduisant un certain nombre de modifications en matière de publication par rapport à l'arrêté royal du 28 décembre 1978, la division en une liste A et une liste B de l'article 1er, § 3, étant d'une particulière importance, et en outre, dans un article 6 traitant des délais pour l'introduction des soumissions ou offres dans les procédures restreintes et dans un article 7 traitant des modèles de publication.

Il est à remarquer que cette modification des délais ne porte pas préjudice à l'application de l'article 3, § 4, de l'arrêté royal précité en ce qui concerne les cas d'urgence. La directive n'a apporté aucune modification à ces dispositions, conformément à l'article V, 10, d. de l'accord.

Mocht er aanleiding toe bestaan om in onze wetgeving een aantal definities in te schrijven, kan dit altijd overwogen worden.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas is niet opgenomen in de lijst van instellingen die onderworpen zijn aan dit ontwerp in tegenstelling met de bijlage bij de overeenkomst en de richtlijn. Dit is een gevolg van het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980 tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas. De regering heeft de nodige stappen gedaan om de Europese Gemeenschappen hiervan in kennis te stellen.

De uitzondering voor de ontwikkelingssamenwerking moet gezien worden in samenhang met de aantekening bij artikel 1, lid 1 en bij artikel 3 van de overeenkomst.

Artikel 2 regelt hoofdzakelijk de toepassing van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 28 december 1978 op de aan dit koninklijk besluit onderworpen opdrachten, met inachtneming nochtans van de voorschriften van de artikelen 5 en 6 van het thans voorgelegd besluit.

Op te merken is dat deze bepaling van artikel 3 het eigen karakter van dit koninklijk besluit in het licht stelt t.o.v. het koninklijk besluit van 28 december 1978 en de Europese richtlijnen. De in artikel 1, § 1, eerste lid, vermelde drempel betreft immers zowel procedurebepalingen als het discriminatieverbod, terwijl de richtlijnen 77/62/E.E.G. en 71/305/E.E.G. enkel de drempel voor de procedureregels stellen, het discriminatieverbod is immers algemeen.

Bij de toepassing van artikel 3 dient rekening gehouden te worden met drie verklaringen die op 19 augustus 1980 werden gepubliceerd in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen (nr. C 211/1), namelijk de verklaring van de Commissie betreffende artikel 115 van het Verdrag, de resolutie van de Raad van 22 juli 1980 betreffende de toegang tot overheidsopdrachten voor leveringen in de Gemeenschap van produkten van oorsprong uit derde landen en de verklaring van de Raad en van de Commissie betreffende artikel V, lid 14, sub h), van de overeenkomst inzake overheidsopdrachten die is voortgekomen uit de multilaterale handelsbepalingen welke in het kader van de GATT zijn afgesloten.

Artikel 115 van het Verdrag van Rome laat toe maatregelen te nemen tegen goederen die reeds in het vrije verkeer binnen de Gemeenschap werden gebracht. Het uitgebreide toepassingsveld van de overeenkomst heeft het nodig gemaakt, zoals blijkt uit deze verklaringen, aan deze mogelijkheid te herinneren.

De bepaling van artikel 4 verbiedt, voor de opdrachten die onder de toepassing van het besluit vallen, het betreffende geval als motivering van een onderhandse overeenkomst aan te voeren.

De bedoeling van artikel 5 is duidelijk : opdrachten die reeds onder de richtlijn 77/62/E.E.G. vielen, worden overeenkomstig lid één en volgens het besluit van 28 december 1978, zowel in het Publikatieblad als in het Bulletin der Aanbestedingen gepubliceerd, met inachtneming evenwel van de bepalingen van dit koninklijk besluit, meer bepaald omtrent de termijnen en de modellen van publikatie.

De opdrachten die beneden de drempel van de richtlijn 77/62/E.E.G. vallen en die gegund worden door instellingen die opgenomen zijn in de lijst van de richtlijn 77/62/E.E.G. en in de lijsten van de overeenkomst en in de richtlijn 80/767/E.E.G., evenals de opdrachten uitgaande van de instellingen die enkel onder de overeenkomst en richtlijn 80/767/E.E.G. vallen, zijn niet onderworpen aan de richtlijn 77/62/E.E.G. en worden volgens alinea 2 en 3 enkel in het Bulletin der Aanbestedingen gepubliceerd.

Op advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten werd de voorgestelde tekst uitgesplitst over het artikel 5 dat een aantal wijzigingen inzake publikatie invoert t.o.v. het koninklijk besluit van 28 december 1978, hierin heeft de splitsing in een A-en B-lijst van artikel 1, § 3 een bijzonder belang, verder in een artikel 6 betreffende de termijnen voor het indienen der inschrijvingen of offertes in beperkte procedures en een artikel 7 over de modellen van publikatie.

Op te merken is dat deze wijziging der termijnen géén afbreuk doet aan de toepassing van artikel 3, § 4, van het hogergenoemde koninklijk besluit betreffende de dringende gevallen. De richtlijn heeft aan deze bepalingen geen wijziging gebracht, overeenkomstig artikel V, 10, d. van de overeenkomst.

L'article 7 prévoit que les avis des marchés sont établis suivant les modèles annexés, ces modèles pouvant être modifiés par arrêté du Premier Ministre. Les modèles établis par l'arrêté ministériel du 28 décembre 1978 relatif à la détermination du montant et des modèles d'avis en vue de l'application des dispositions relatives à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures devront servir de point de référence. Une indication dans ces modèles précisera toutefois si le marché annoncé est soumis ou non à l'accord.

Dans l'article 8, la motivation exigée au premier alinéa peut résider en la mention qu'une des conditions de sélection n'a pas été remplie; toutefois, cette motivation peut aussi se fonder sur d'autres conditions que ces conditions de sélection. L'accord même reprend le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 8. Il y a lieu de mentionner ici pour mémoire, les dispositions concernant le nombre des soumissionnaires à consulter reprises dans l'article 51, § 1er, 2° et 3° de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Le Conseil d'Etat propose deux textes qui ne peuvent être retenus. En premier lieu, dans notre pays, il n'existe pas de listes officielles de fournisseurs qualifiés; par conséquent, il serait vain de s'y référer. En second lieu, le Conseil d'Etat propose de suivre la terminologie de l'accord, alors que le texte de la proposition s'en tient à celle de la réglementation nationale. A la demande du Conseil d'Etat, celle-ci serre d'ailleurs aussi près que possible celle des directives européennes. Pour cette raison, le texte de la proposition a prévalu.

Le Conseil d'Etat fait observer ensuite qu'une partie du commentaire relatif à l'article 8 a été rattachée par erreur au commentaire consacré à l'article 9. Ceci n'est qu'apparence. L'article 8 traite des informations à fournir par l'autorité qui passe le marché aux candidats et aux soumissionnaires eux-mêmes, tandis que l'article 9 traite des informations que le gouvernement est tenu de fournir à d'autres parties contractantes dans le cadre de l'accord.

L'article 9 définit le cadre dans lequel des renseignements peuvent être recueillis afin qu'il soit satisfait à certaines obligations découlant de l'accord. Ces renseignements peuvent se présenter sous deux aspects: les renseignements d'ordre statistique prévus par l'article VI, § 9 de l'accord et les informations plutôt occasionnelles qui doivent être tenues à disposition en vertu d'un certain nombre de stipulations de l'accord. A ce sujet, il y a lieu de se référer aux articles V, § 14 d 4, V, § 16, VI, § 6, VI, § 9 et VII, § 9.

L'alinéa 3 concerne l'exécution de l'article VI, 4 de l'accord. Cette adjonction à la réglementation existante est seulement nécessaire dans la procédure de l'adjudication, et ce encore uniquement parce que lors d'une adjudication, de telles informations écrites ne sont pas données, alors qu'elles sont exigées par l'accord.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er est corrigé comme proposé par le Conseil d'Etat.

Pour l'appel d'offres, il est renvoyé à l'article 49 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
de très respectueux
et très fidèle serviteur

Le Premier Ministre,
M. EYSKENS

Artikel 7 bepaalt dat de opdrachten gepubliceerd worden volgens de in bijlage gevoegde modellen, deze modellen kunnen worden gewijzigd bij besluit van de Eerste Minister. De modellen zoals bepaald door het ministerieel besluit van 28 december 1978 betreffende de bepaling van de drempel en de modellen van aankondiging voor de toepassing van de bepalingen betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen zullen hiertoe als basis dienen. In deze modellen zal een aanduiding worden toegevoegd waaruit zal blijken of de opdracht al dan niet onderworpen is aan de overeenkomst.

De in artikel 8, eerste lid gevraagde motivering kan bestaan in de vermelding dat aan één der selectievoorwaarden niet werd voldaan, zij kan echter ook op andere dan deze selectievoorwaarden gebaseerd zijn. De overeenkomst zelf vermeldt het in de tweede alinea omschreven geval. Pro memorie dienen hier de bepalingen omtrent het aantal te raadplegen inschrijvers van artikel 51, § 1, 2° en 3° van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten vermeld te worden.

De Raad van State heeft twee tekstvoorstellen in overweging gegeven. Hierop kan niet worden ingegaan. In de eerste plaats bestaan in ons land geen officiële lijsten van gekwalificeerde leveranciers: een verwijzing hiernaar is bijgevolg nodeeloos. Ten tweede stelt de Raad van State voor aan te sluiten bij de terminologie van de overeenkomst, terwijl de tekst van het voorstel aansluit bij deze van de nationale reglementering. Deze laatste volgt trouwens, op vraag van de Raad van State zo nauw als mogelijk deze van de Europese richtlijnen. Om deze reden wordt de voorkeur gegeven aan de tekst van het voorstel.

De Raad van State merkt verder op dat de toelichting bij artikel 8 voor een deel ten onrechte onder artikel 9 wordt vermeld. Dit is slechts ogenschijnlijk. Artikel 8 behandelt de informatie die door de gunnende overheid dient verstrekt te worden aan de kandidaten en inschrijvers zelf, artikel 9 de informatie die door de regering aan andere verdragsluitende partijen moet verstrekt worden in het kader van de overeenkomst.

Artikel 9 omschrijft het bestek waarbinnen inlichtingen mogen worden ingewonnen teneinde te kunnen voldoen aan bepaalde verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomst. Deze inlichtingen zijn van tweeërlei aard: de statistische omschreven in artikel VI, § 9 van de overeenkomst, en de eerder occasionele informatie die als gevolg van een aantal bepalingen van de overeenkomst ter beschikking dient te worden gesteld. Verwezen wordt in dit verband naar de artikels V, § 14 d 4, V, § 16, VI, § 6, VI, § 9 en VII, § 9.

Alinea 3 betreft de uitvoering van artikel VI, 4 van de overeenkomst. Deze toevoeging t.o.v. de bestaande reglementering is slechts nodig in de procedure der aanbesteding, en dit dan nog enkel omdat bij aanbestedingen dergelijke schriftelijke informatie niet gegeven wordt, maar wel door de overeenkomst wordt vereist.

De tekst van het eerste lid is volgens het voorstel van de Raad van State verbeterd.

Voor de offerteaanvraag wordt verwezen naar artikel 49 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar

De Eerste Minister,
M. EYSKENS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, de 16 janvier 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures », a donné le 6 février 1981 l'avis suivant :

I. Observations générales.

1. Le projet, qui trouve son fondement légal dans la loi du 20 juillet 1973, tend à adapter la réglementation nationale concernant les marchés publics aux obligations qui résultent immédiatement ou par référence de la directive 80/767/C.E.E. du 22 juillet 1980.

Le commentaire donné à ce sujet dans le rapport au Roi, requiert cependant certaines corrections.

2. Un texte normatif devant de préférence pouvoir se lire en soi, il se recommande de fixer dans l'arrêté en projet même le montant qui en détermine le champ d'application ainsi que les montants qui, selon les différents destinataires, définissent les règles applicables, tout en autorisant le Premier Ministre à adapter ces montants en fonction des fluctuations de la valeur des unités de compte mentionnées dans la directive du 22 juillet 1980.

3. Il y a lieu d'éviter autant que possible qu'un régime normatif soit réparti sur divers textes. Il serait dès lors préférable d'annexer au projet d'arrêté la liste visée à l'article 3 ainsi que le modèle visé à l'article 7 et d'insérer dans le projet d'arrêté les modalités visées à l'article 9, alinéa 2.

Pour la même raison et étant donné que la date d'entrée en vigueur est imposée en fait par la directive du 22 juillet 1980, il n'est pas indiqué de confier au Premier Ministre, comme le fait l'article 10, le soin de fixer la date à laquelle l'arrêté en projet entrera en vigueur.

II. Observations particulières.

Préambule

Dans le préambule, les références aux arrêtés royaux du 22 avril 1977 et du 28 décembre 1978, au Traité instituant la Communauté économique européenne, aux directives du 17 décembre 1969 et du 21 décembre 1976 et à la décision du 10 décembre 1979 peuvent être omises.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter : « modifiée par la loi du 4 août 1978 ».

Article 1er

Aux termes du § 1er, les dispositions de l'arrêté s'appliquent aux « marchés publics de fournitures sous forme d'un contrat d'achat conclu par les administrations adjudicatrices visées au § 3... ».

Le terme « contrat d'achat » est emprunté aux dispositions de l'article 2, 2, de la directive du 22 juillet 1980, mais ne se retrouve pas en tant que tel dans la législation et la réglementation nationales concernant les marchés publics. Selon le fonctionnaire délégué, le terme a été retenu pour bien marquer que les règles portées par l'arrêté en projet ne sont pas applicables aux contrats de promotion, de concession ou de location. Le même objectif peut s'atteindre, dans le respect de la terminologie nationale, en complétant par exemple l'article 1er par un § 4 qui énumère les marchés publics auxquels le projet ne s'applique pas. Les obligations prévues par le projet concernent d'ailleurs les décisions unilatérales des pouvoirs publics précédant le contrat plutôt que le contrat lui-même.

Compte tenu de cette dernière observation et de l'observation générale formulée ci-dessus, le § 1er pourrait être rédigé comme suit :

« § 1er. Le présent arrêté s'applique aux marchés publics de fournitures d'une valeur estimée d'au moins passés par les administrations mentionnées au § 3 ».

Le § 4 à ajouter peut être rédigé comme suit :

« § 4. Le présent arrêté ne s'applique pas aux contrats de promotion, de concession ou de location ».

La rédaction suivante du § 2 serait plus précise :

« § 2. En matière de défense, le présent arrêté ne s'applique qu'aux marchés publics portant sur les produits dont la liste figure en annexe ».

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16 januari 1981 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen », heeft de 6e februari 1981 het volgend advies gegeven :

I. Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp, dat zijn rechtsgrond ontleent aan de wet van 20 juli 1973, strekt ertoe de nationale reglementering betreffende de overheidsopdrachten aan te passen aan de verplichtingen die onmiddellijk of door verwijzing uit de richtlijn 80/767/E.E.G. van 22 juli 1980 voortvloeien.

De toelichting dienomtrent in het verslag aan de Koning vergt wel enige correctie.

2. Omdat een normatieve tekst bij voorkeur op zichzelf leesbaar hoort te zijn, verdient het aanbeveling het bedrag dat het toepassingsgebied van het ontwerp vaststelt alsmede de bedragen die al naar de bestemmelingen de van toepassing zijnde regelen bepalen, in het ontwerp zelf vast te stellen, met toevoeging van een machtiging aan de Eerste Minister om die bedragen aan te passen aan de schommeling van de waarde van de in de richtlijn van 22 juli 1980 vermelde rekeneenheden.

3. Zo veel als mogelijk moet worden vermeden dat een normatieve regeling over diverse teksten wordt gespreid. Aldus ware het beter de lijst bedoeld in artikel 3 en het model bedoeld in artikel 7 in bijlage bij dit ontwerp-besluit te voegen en de vormvereisten bedoeld in artikel 9, tweede lid, in dit ontwerp-besluit op te nemen.

Om een zelfde reden en omdat de datum van inwerkingtreding in feite door de richtlijn van 22 juli 1980 wordt opgelegd, hoort het niet, zoals in artikel 10 is gesteld, de datum van inwerkingtreding van het ontwerp-besluit door de Eerste Minister te doen vaststellen.

II. Bijzondere opmerkingen.

Aanhef

In de aanhef mogen de verwijzingen naar de koninklijke besluiten van 22 april 1977 en 28 december 1978, naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, naar de richtlijnen van 17 december 1969 en 21 december 1976 en naar het besluit van 10 december 1979 worden weggelaten.

In het tweede lid voege men toe : « gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978 ».

Artikel 1

Naar luid van het bepaalde in § 1 zijn de bepalingen van het besluit van toepassing op « de overheidsopdrachten van leveringen onder de vorm van een koopovereenkomst gesloten door de in § 3 opdrachtgevendte besturen... ».

De term « koopovereenkomst » is ontleend aan het bepaalde in artikel 2, 2, van de richtlijn van 22 juli 1980 doch komt als dusdanig niet voor in de nationale wetgeving en reglementering betreffende de overheidsopdrachten. Volgens de gemachtigde ambtenaar is de term aangehouden om ervan te doen blijken dat de regelen van het ontwerp-besluit niet van toepassing zijn op promotieovereenkomsten, concessieovereenkomsten of huurcontracten. Met eerbiediging van de nationale terminologie kan een zelfde bedoeling worden bereikt door bijvoorbeeld artikel 1 aan te vullen met een § 4 waarin de overheidsopdrachten worden opgesomd waarop het ontwerp niet van toepassing is. Overigens is het zo dat de verplichtingen van het ontwerp meer betrekking hebben op de unilaterale overheidsbeslissingen die de eigenlijke overeenkomst voorafgaan dan wel op de overeenkomst zelf.

Rekening houdende met de voorgaande opmerking en met de algemene opmerking die boven is geformuleerd, zou § 1 kunnen gesteld worden als volgt :

« § 1. Dit besluit is van toepassing op de overheidsopdrachten van leveringen met een geraamde waarde van ten minste ... die door de in § 3 vermelde besturen worden gegund. »

De toe te voegen § 4 kan worden geredigeerd als volgt :

« § 4. Dit besluit is niet van toepassing op promotieovereenkomsten, concessieovereenkomsten of huurcontracten. »

De bepaling van § 2 ware beter en juister gesteld als volgt :

« § 2. Inzake defensie is dit besluit slechts van toepassing op de overheidsopdrachten die betrekking hebben op de produkten waarvan de lijst in bijlage is opgenomen. »

Au § 3, A, les mots « avec des pays tiers » n'ont pas d'équivalent dans la version néerlandaise.

Article 2

Les dispositions de l'article 2 du projet se bornent, en partie, à répéter ce qui est disposé à l'article 1er, § 1er, en partie à annoncer des obligations formulées aux articles 5 et 6, en partie aussi à confirmer que les marchés visés par le présent projet restent soumis à l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures.

La répétition et l'annonce d'obligations formulées ailleurs sont inutiles. Si le Gouvernement tient à confirmer expressément que les dispositions de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 restent, en règle générale, applicables aux marchés publics visés par le présent projet, il peut le faire de la manière suivante, plus simple :

« Article 2. Les dispositions des articles 1er à 9 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures restent applicables aux marchés publics visés à l'article 1er, sauf disposition contraire du présent arrêté ».

Article 4

Afin de serrer de plus près les dispositions de l'article 6, 1, f, de la directive 77/62/C.E.E. du 21 décembre 1976 auquel l'article 4 de la directive 80/767/C.E.E. du 22 juillet 1980 fait référence, il est proposé de rédiger le texte de l'article 4 comme suit :

« Article 4. Les marchés publics visés à l'article 1er ne peuvent pas être passés de gré à gré lorsqu'il s'agit de fournitures cotées et achetées en bourse. »

Article 5

Les trois premiers alinéas ont trait à la publication des marchés publics visés par le présent projet, le quatrième concerne le respect de certains délais. Les dispositions de l'alinéa 4 sont étrangères à celles des trois premiers alinéas; il serait préférable de les joindre à celles de l'article 6.

Les dispositions relatives à l'obligation de publication sont rédigées d'une manière qui les rend pratiquement illisibles.

L'alinéa 1er se réfère aux dispositions de l'article 3, § 1er, de l'arrêté précité du 28 décembre 1978, qui d'une part confirment le maintien de la publication au Bulletin des Adjudications, prescrite par l'article 11 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et d'autre part organisent une publication supplémentaire au Journal officiel des Communautés européennes.

Or, il a déjà été confirmé à l'article 2 du projet que l'article 3 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 reste applicable aux marchés publics visés par le présent projet. La référence que l'alinéa 1er de l'article 5 du projet fait à cette disposition, est dès lors une répétition inutile.

Si le Gouvernement entend prévoir des obligations de publication dérogatoires, il doit traduire cette intention dans un texte qui soit parfaitement lisible. N'ayant pas été informé des intentions exactes du Gouvernement, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de faire une proposition de texte.

L'alinéa 4 — qui serait mieux inséré à l'article 6 ainsi qu'il a été observé ci-avant — fait référence à « l'article 3, 1er alinéa des § A et § B, de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 ». Est visé, selon le fonctionnaire délégué, « l'article 3, § 2, alinéa 1er, et § 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 ».

In § 3, A, zijn de woorden « avec des pays tiers » zonder equivalentie in de Nederlandse versie.

Artikel 2

De bepalingen van artikel 2 van het ontwerp zijn voor een deel een herhaling van wat in artikel 1, § 1, is gesteld, voor een ander deel een aankondiging van de verplichtingen die in de artikelen 5 en 6 worden geformuleerd, nog voor een ander deel de bevestiging dat de in dit ontwerp bedoelde opdrachten in de regel onderworpen blijven aan het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen.

Herhaling en aankondiging van elders uitgedrukte verplichtingen zijn overbodig. Indien de Regering eraan houdt uitdrukkelijk te bevestigen dat de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 december 1978 in de regel van toepassing blijven op de overheidsopdrachten in dit ontwerp bedoeld, kan dat eenvoudiger gesteld worden als volgt :

« Artikel 2. De bepalingen van de artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen blijven van toepassing op de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 1, tenzij in dit besluit anders is bepaald. »

Artikel 4

Om de tekst nauwer te doen aansluiten bij het bepaalde in artikel 6, 1, f, van de richtlijn 77/62/E.E.G. van 21 december 1976 waarnaar in artikel 4 van de richtlijn 80/767/E.E.G. van 22 juli 1980 wordt verwezen, wordt het volgende voorstel in overweging gegeven :

« Artikel 4. De overheidsopdrachten bedoeld in artikel 1 mogen niet onderhands worden gegund indien het gaat om leveringen die ter beurse worden genoteerd en gekocht. »

Artikel 5

De eerste drie leden betreffen de publicatie van de in dit ontwerp bedoelde overheidsopdrachten, het vierde lid betreft de naleving van bepaalde termijnen. De bepalingen van het vierde lid zijn vreemd aan die van de eerste drie leden en zouden beter met die van artikel 6 worden samengevoegd.

De bepalingen betreffende de publicatieverplichting zijn onleesbaar gesteld.

In het eerste lid wordt verwezen naar het bepaalde in artikel 3, § 1, van meergenoemd koninklijk besluit van 28 december 1978. In dat artikel 3, § 1, wordt, enerzijds, de instandhouding bevestigd van de publicatie in het Bulletin der Aanbestedingen voorgeschreven in artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten en, anderzijds, een bijkomende publicatie in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen georganiseerd.

In artikel 2 van het ontwerp is reeds bevestigd dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 van toepassing blijft op de overheidsopdrachten bedoeld in dit ontwerp. De verwijzing naar die bepaling, in het eerste lid van artikel 5 van het ontwerp, is dan ook een overbodige herhaling.

Indien het de bedoeling van de Regering is in afwijkende publicatieverplichtingen te voorzien, dan hoort dat op een leesbare manier te geschieden. Daar de juiste bedoelingen van de Regering aan de Raad van State niet zijn meegedeeld, kan deze geen tekstvoorstel in overweging geven.

In het vierde lid, dat zoals reeds is opgemerkt beter in artikel 6 zou worden ondergebracht, wordt verwezen naar « artikel 3, eerste lid, § A en § B, van het koninklijk besluit van 28 december 1978 ». Volgens de gemachtigde ambtenaar is hiermee bedoeld « artikel 3, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 december 1978 ».

Article 6

Les mots « pour les marchés visés par le présent arrêté » sont superflus et peuvent être supprimés.

C'est à tort que le rapport au Roi se réfère à l'article 4 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978.

Article 8

Afin de serrer de plus près les dispositions de l'article VI.2. de l'Accord G.A.T.T., auquel l'article 7 de la directive du 22 juillet 1980 fait référence, il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

« En cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint, il est communiqué, à sa demande, à toute personne non retenue, des renseignements concernant les raisons du rejet de sa demande d'inscription sur la liste des fournisseurs qualifiés ou les raisons pour lesquelles il n'a pas été invité ou admis à soumissionner. »

A l'alinéa 2, il serait préférable, pour rester dans la ligne du texte proposé ci-dessus, de remplacer les mots « candidats retenus » par « personnes à retenir ».

Dans le rapport au Roi, une partie du commentaire relatif à l'article 8 du projet a été rattachée par erreur au commentaire consacré à l'article 9.

Article 9

A l'alinéa 1er du texte néerlandais, on écrira : « Op zijn verzoek worden aan de Eerste Minister alle nuttige inlichtingen verstrekt met betrekking... ».

Annexe

L'annexe communiquée au Conseil d'Etat est une simple photocopie du Journal officiel des Communautés européennes. Elle n'est pas revêtue de la formule usuelle « Vu pour être annexé à ... » et elle se réfère à des « chapitres », sans fournir aucune précision à ce sujet.

La Chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président,
H. Coremans, Gh. Tacq, conseillers d'Etat,
G. Van Hecke, F. De Kempeneer, assesseurs de la section de législation,
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq,

Le rapport a été présenté par M. J. De Coene, auditeur.

Le greffier,

M. Benard.

Le président,

H. Adriaens.

12 MAI 1981. — Arrêté royal relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1973 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de marchés de travaux, de fournitures et de services passés par les services publics;

Vu la loi du 14 juillet 1978 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par la loi du 4 août 1978;

Vu la décision du Conseil des Communautés européennes du 10 décembre 1979 concernant la conclusion des accords multilatéraux résultant des négociations commerciales de 1973-1979 (80/271/CEE);

Artikel 6

De woorden « voor de opdrachten bedoeld bij dit besluit » kunnen als overbodig worden geschrapt.

In het verslag aan de Koning wordt ten onrechte verwezen naar artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 december 1978.

Artikel 8

Om de tekst nauwer te doen aansluiten op het bepaalde in artikel VI.2. van de GATT-Overeenkomst waarnaar artikel 7 van de richtlijn van 22 juli 1980 verwijst, wordt voor het eerste lid het volgende tekstvoorstel in overweging gegeven :

« In geval van beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag wordt aan eenieder die niet in aanmerking is genomen op diens verzoek inlichtingen verstrekt betreffende de redenen waarom de aanvraag om opneming op de lijst van gekwalificeerde leveranciers is afgewezen of waarom hij niet is uitgenodigd of toegelaten tot inschrijving. »

In het tweede lid ware, in de lijn van het tekstvoorstel, het woord « gegadigden » beter vervangen door « in aanmerking te nemen personen ».

In het verslag aan de Koning wordt de toelichting bij artikel 8 van het ontwerp voor een deel ten onrechte onder artikel 9 vermeld.

Artikel 9

In het eerste lid leze men : « Op zijn verzoek worden aan de Eerste Minister alle nuttige inlichtingen verstrekt met betrekking... ».

Bijlage

De bijlage die aan de Raad van State is meegedeeld is een gewone fotocopy van het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen. Zij is niet voorzien van de gebruikelijke formule « Gezien om te worden gevoegd bij... » en verwijst naar « hoofdstukken » zonder dat dienomtrent enige verduidelijking wordt verstrekt.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter,
H. Coremans, Gh. Tacq, staatsraden,
G. Van Hecke, F. De Kempeneer, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. De Coene, auditeur.

De griffier,

M. Benard.

De voorzitter,

H. Adriaens.

12 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

(Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1973 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en besluiten inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 10 december 1979 betreffende de sluiting van de multilaterale overeenkomsten waarover tijdens de handelsbesprekingen 1973-1979 overeenstemming is bereikt (80/271/EEG);

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 22 juillet 1980 adaptant et complétant, en ce qui concerne certains pouvoirs adjudicateurs, la directive 77/62/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures (80/767/CEE);

Vu l'avis de la Commission des Marchés publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux marchés publics de fournitures sous forme d'un contrat d'achat conclus par les administrations adjudicatrices visées au § 3 et pour autant que la valeur du marché soit égale ou supérieure au montant de 5,6 millions de francs. Ce montant peut être modifié par arrêté du Premier Ministre.

§ 2. En matière de défense, le présent arrêté ne s'applique qu'aux marchés publics portant sur les produits dont la liste figure en annexe I.

§ 3. Les administrations visées au § 1er sont :

A. — l'Etat, exception faite pour les marchés dans le cadre de la coopération au développement qui, en vertu d'accords internationaux conclus avec des pays tiers et se rapportant à la passation de marchés, sont soumis à d'autres dispositions, incompatibles avec les dispositions du présent arrêté;

- la Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge;
- la Régie des Postes;
- la Régie des Bâtiments;
- le Fonds des Routes;

B. — le Fonds général des Bâtiments scolaires de l'Etat;

- le Fonds de Construction d'Institutions hospitalières et médico-sociales;

- l'Institut national du Logement;
- la Société nationale terrienne;
- l'Office national de Sécurité sociale;
- l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

- l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité;
- la Caisse nationale des Pensions de retraite et de Survie;
- l'Office national des Pensions pour Travailleurs salariés;
- la Caisse auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité;
- le Fonds des Maladies professionnelles;
- la Caisse nationale de Crédit professionnel;
- l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles;

- l'Office national du Lait et de ses Dérivés;
- l'Office national de l'Emploi.

Art. 2. Les dispositions des articles 1er à 9 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures restent applicables aux marchés publics visés à l'article 1er, sauf disposition contraire du présent arrêté.

Art. 3. Lors de la passation et de l'exécution des marchés soumis aux dispositions du présent arrêté royal, les produits et les fournisseurs de ces produits originaires de Belgique, des autres Etats membres des Communautés européennes et de ceux des pays dont la liste est arrêtée par le Premier Ministre, sont traités de manière non discriminatoire.

Art. 4. Les marchés publics visés à l'article 1er ne peuvent pas être passés de gré à gré lorsqu'il s'agit de fournitures cotées et achetées en bourse.

Art. 5. Pour les marchés visés par le présent arrêté et passés par les administrations énoncées à l'article 1er, § 3, A, la publication prévue à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 doit s'effectuer dans le Journal officiel des Communautés

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 juli 1980 tot aanpassing en aanvulling, voor wat bepaalde aanbestedende diensten betreft, van richtlijn 77/62/EEG betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor leveringen (80/767/EEG);

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de overheidsopdrachten van leveringen onder de vorm van een koopovereenkomst gesloten door de in § 3 genoemde opdrachtgevende besturen en voorzover de raming van de waarde van de opdracht gelijk is aan of hoger dan 5,6 miljoen frank. Dit bedrag kan bij besluit van de Eerste Minister worden aangepast.

§ 2. Inzake defensie is dit besluit slechts van toepassing op de overheidsopdrachten die betrekking hebben op de produkten waarvan de lijst in bijlage I is opgenomen.

§ 3. De in § 1 bedoelde besturen zijn :

A. — de Staat met uitzondering van de opdrachten inzake ontwikkelingsamenwerking die krachtens internationale overeenkomsten met derde landen inzake het plaatsen van opdrachten andere bepalingen behelzen die niet verenigbaar zijn met de bepalingen van dit besluit;

- de Regie der Belgische Rijks-koel- en Vriesdiensten;
- de Regie der Posterijen;
- de Regie der Gebouwen;
- het Wegenfonds;

B. — het Algemeen Gebouwenfonds voor de Rijksscholen;

— het Fonds voor de Bouw van Ziekenhuizen en medisch-sociale Inrichtingen;

— het Nationaal Instituut voor de Huisvesting;

— de Nationale Landsmaatschappij;

— de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

— het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;

— het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;

— de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen;

— de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen;

— de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

— het Fonds voor de Beroepsziekten;

— de Nationale Kas voor Beroepskrediet;

— de Nationale Dienst voor Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten;

— de Nationale Zuiveldienst;

— de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 2. De bepalingen van artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen blijven van toepassing op de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 1, tenzij in dit besluit anders is bepaald.

Art. 3. Voor de gunning en de uitvoering van de aan dit koninklijk besluit onderworpen opdrachten worden de produkten en de leveranciers van de produkten van oorsprong uit België, uit de andere Lidstaten van de Europese Gemeenschappen en uit de landen waarvan de lijst bij besluit van de Eerste Minister wordt vastgelegd, op gelijke wijze behandeld.

Art. 4. De overheidsopdrachten bedoeld in artikel 1 mogen niet onderhands worden gegund indien het gaat om leveringen die ter beurze worden genoteerd en gekocht.

Art. 5. De publikatie voorzien in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 geschiedt voor de bij dit koninklijk besluit bedoelde opdrachten door de in art. 1, § 3, A vermelde besturen in het Publikatieblad van de Europese Gemeen-

européennes et dans le Bulletin des Adjudications si leur valeur est égale ou supérieure au seuil fixé pour l'application de l'arrêté royal du 28 décembre 1978.

Pour les marchés visés par le présent arrêté et passés par les administrations énoncées à l'article 1er, § 3, A dont la valeur est égale ou supérieure au seuil prévu par l'article 1er, § 1er du présent arrêté sans pour autant être égale ou supérieure au seuil visé au premier alinéa, la publication prescrite à l'alinéa précédent doit s'effectuer dans le Bulletin des Adjudications.

Il en est de même pour les marchés visés par le présent arrêté et passés par les administrations énoncées à l'article 1er, § 3, B dont la valeur est égale ou supérieure au seuil visé à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er du présent arrêté.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 3, 1er alinéa des §§ 2 et 3 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978, le délai prévu pour l'introduction des soumissions en cas d'adjudication publique ou d'appel d'offres général ne peut être inférieur à quarante-deux jours. Il en est de même pour le délai prévu pour la réception des demandes d'invitation à participer en cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint. Ce délai commence à courir à partir de la date à laquelle l'avis est envoyé à l'Office des Publications officielles des Communautés européennes ou au Bulletin des Adjudications.

Par dérogation à l'article 3, § 3, 3e alinéa de l'arrêté royal du 28 décembre 1978, le délai de réception des offres en cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint, est de trente jours au moins à partir de la date d'envoi de l'invitation écrite.

Art. 7. Les avis des marchés publics visés par le présent arrêté sont établis suivant les modèles figurant en annexe II. Ces modèles peuvent être modifiés par arrêté du Premier Ministre.

Art. 8. En cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint, l'autorité compétente est tenue de communiquer dans les délais les plus brefs, à la demande des candidats non retenus, les raisons pour lesquelles leur candidature n'a pas été prise en considération.

Afin d'assurer le bon déroulement de la procédure de passation, le nombre des candidats retenus peut être limité.

Après la passation d'un marché selon la procédure d'une adjudication, le classement de sa soumission, avec la mention si elle était régulière ou irrégulière, sera transmis dans les plus brefs délais au soumissionnaire qui en fait la demande.

Art. 9. Tous renseignements nécessaires au sujet des marchés soumis à l'application du présent arrêté royal sont transmis au Premier Ministre à sa demande.

Conformément aux modalités fixées par arrêté du Premier Ministre, il y a également lieu de communiquer les renseignements suivants relatifs aux marchés visés par le présent arrêté royal :

- la dénomination du service adjudicateur;
- la nature, la valeur et l'origine des marchandises;
- le nom et la nationalité du fournisseur auquel le marché a été attribué;
- le nombre total ainsi que la valeur de tous les marchés passés par les institutions;
- les motifs justifiant le recours au gré à gré tel qu'il est prévu par l'article 49, § 3 de l'arrêté royal du 22 avril 1977.

Art. 10. Cet arrêté entre en vigueur le 1er juin 1981.

Art. 11. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

M. EYSKENS

schappen en in het Bulletin der Aanbestedingen voor zover hun waarde gelijk is aan of hoger dan de drempel die voor de toepassing van het koninklijk besluit van 28 december 1978 is gesteld.

Voor de opdrachten bedoeld bij dit besluit en gegund door de in artikel 1, § 3, A vermelde besturen, die de in artikel 1, § 1, van het huidig besluit, vastgestelde drempel bereiken of overschrijden, zonder deze welke in het eerste lid is bedoeld te bereiken of te overschrijden, geschiedt de in voorgaande alinea voorziene publikatie in het Bulletin der Aanbestedingen.

Hetzelfde geldt voor de opdrachten bedoeld bij dit besluit en gegund door de besturen vermeld in artikel 1, § 3, B, die de in artikel 1, § 1, eerste lid van dit besluit bedoelde drempel bereiken of overschrijden.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 3, eerste lid van §§ 2 en 3 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 mag bij de openbare aanbestedingen en de algemene offerte-aanvragen de termijn voor het inzenden van de inschrijvingen en voor de beperkte aanbestedingen en offerteaanvragen de termijn voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming niet minder dan tweeënveertig dagen bedragen. Deze termijn begint te lopen vanaf de datum van verzending van het bericht aan het Bureau voor officiële publikaties van de Europese Gemeenschappen of aan het Bulletin der Aanbestedingen.

In afwijking van artikel 3, § 3, derde lid van het koninklijk besluit van 28 december 1978 bedraagt de termijn voor de inzending van de inschrijvingen in geval van beperkte aanbesteding of van beperkte offerteaanvraag, ten minste dertig dagen vanaf de datum waarop de schriftelijke uitnodiging is verzonden.

Art. 7. De berichten betreffende de overheidsopdrachten, zoals bedoeld in dit besluit, worden opgesteld volgens de modellen in bijlage II. De Eerste Minister kan de modellen bij besluit wijzigen.

Art. 8. Bij de beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag is de bevoegde overheid verplicht aan de niet-gegadigden op hun verzoek onderwijd kennis te geven van de redenen waarom hun kandidatuur niet in aanmerking kwam.

Het aantal gegadigden mag met het oog op het goede verloop van de gunningsprocedure worden beperkt.

Na de gunning van de opdracht volgens de procedure van aanbesteding zal aan de inschrijver die er om verzoekt onverwijld de rangschikking van zijn inschrijving worden overgemaakt met de vermelding of deze regelmatig of onregelmatig was.

Art. 9. Op zijn verzoek worden aan de Eerste Minister alle nuttige inlichtingen verstrekt met betrekking tot de opdrachten die onder de toepassing van dit koninklijk besluit vallen.

Naar de vormvereisten bij besluit van de Eerste Minister vastgelegd, dienen tevens in verband met de door dit koninklijk besluit bedoelde opdrachten de volgende gegevens te worden overgemaakt :

- de naam van de aanbestedende dienst;
- de aard en de waarde alsmede de oorsprong van de goederen;
- de naam en de nationaliteit van de leverancier aan wie de opdracht werd gegund;
- het totale aantal en de waarde van alle door de instellingen gegunde opdrachten;
- de verantwoording van de onderhandse procedure, zoals bedoeld in artikel 49, § 3 van het koninklijk besluit van 22 april 1977.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1981.

Art. 11. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,

M. EYSKENS

Annexe I déterminant, par référence au Tarif des Droits d'entrée, la liste des produits en matière de défense, en application de l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures

Chapitre 25 : sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments

Chapitre 26 : minerais métallurgiques, scories et cendres

Chapitre 27 : combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales

à l'exception de :
ex 27.10 : carburants spéciaux

Chapitre 28 : produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes

à l'exception de :
ex 28.09 : explosifs
ex 28.13 : explosifs
ex 28.14 : gaz lacrymogènes
ex 28.28 : explosifs
ex 28.32 : explosifs
ex 28.39 : explosifs
ex 28.50 : produits toxicologiques
ex 28.51 : produits toxicologiques
ex 28.54 : explosifs

Chapitre 29 : produits chimiques organiques

à l'exception de :
ex 29.03 : explosifs
ex 29.04 : explosifs
ex 29.07 : explosifs
ex 29.08 : explosifs
ex 29.11 : explosifs
ex 29.12 : explosifs
ex 29.13 : produits toxicologiques
ex 29.14 : produits toxicologiques
ex 29.15 : produits toxicologiques
ex 29.21 : produits toxicologiques
ex 29.22 : produits toxicologiques
ex 29.23 : produits toxicologiques
ex 29.26 : explosifs
ex 29.27 : produits toxicologiques
ex 29.29 : explosifs

Chapitre 30 : produits pharmaceutiques

Chapitre 31 : engrais

Chapitre 32 : extraits tannants et tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; matières colorantes, couleurs, peintures, vernis et teintures; mastics; encres

Chapitre 33 : huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et cosmétiques préparés

Chapitre 34 : savons, produits organiques tensio-actifs, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler et « cires pour l'art dentaire »

Chapitre 35 : matières albuminoïdes; colles; enzymes

Chapitre 37 : produits photographiques et cinématographiques

Chapitre 38 : produits divers des industries chimiques

à l'exception de :
ex 38.19 : produits toxicologiques

Chapitre 39 : matières plastiques artificielles, éthers et esters de la cellulose, résines artificielles et ouvrages en ces matières

à l'exception de :
ex 39.03 : explosifs

Bijlage I tot bepaling van de lijst van produkten inzake defensie, met verwijzing naar het Tarief van Invoerrechten, in toepassing van artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen

Hoofdstuk 25 : zout; zwavel; aarde en steen; gips, kalk en cement

Hoofdstuk 26 : metaalertsen, slakken en assen

Hoofdstuk 27 : minerale brandstoffen, aardoliën en distillatieprodukten daarvan; bitumineuze stoffen; minerale wassen

met uitzondering van :
ex 27.10 : bijzondere motorbrandstoffen

Hoofdstuk 28 : anorganische chemische produkten; anorganische of organische verbindingen van edele metalen, van radioactieve elementen, van zeldzame aardmetalen en van isotopen

met uitzondering van :
ex 28.09 : explosieven
ex 28.13 : explosieven
ex 28.14 : traangas
ex 28.28 : explosieven
ex 28.32 : explosieven
ex 28.39 : explosieven
ex 28.50 : toxicologische produkten
ex 28.51 : toxicologische produkten
ex 28.54 : explosieven

Hoofdstuk 29 : organische chemische produkten

met uitzondering van :
ex 29.03 : explosieven
ex 29.04 : explosieven
ex 29.07 : explosieven
ex 29.08 : explosieven
ex 29.11 : explosieven
ex 29.12 : explosieven
ex 29.13 : toxicologische produkten
ex 29.14 : toxicologische produkten
ex 29.15 : toxicologische produkten
ex 29.21 : toxicologische produkten
ex 29.22 : toxicologische produkten
ex 29.23 : toxicologische produkten
ex 29.26 : explosieven
ex 29.27 : toxicologische produkten
ex 29.29 : explosieven

Hoofdstuk 30 : farmaceutische produkten

Hoofdstuk 31 : meststoffen

Hoofdstuk 32 : looi- en verextracten; looizuur (tannine) en derivaten daarvan; kleur- en verfstoffen, verf en vernis en verfmiddelen, mastiek; inkt

Hoofdstuk 33 : etherische oliën en harsaroma's; parfumerieën, toiletartikelen en cosmetische produkten

Hoofdstuk 34 : zeep, organische tensio-actieve produkten, wasmiddelen, smeermiddelen, kunstwas, bereide was, poets- en onderhoudsmiddelen, kaarsen en dergelijke artikelen, modelleerpasta's en tandtechnische waspreparaten

Hoofdstuk 35 : eiwitstoffen; lijn; enzymen

Hoofdstuk 37 : produkten voor fotografie en cinematografie

Hoofdstuk 38 : diverse produkten van de chemische industrie met uitzondering van :
ex 38.19 : toxicologische produkten

Hoofdstuk 39 : kunstmatige plastische stoffen, ethers en esters van cellulose, kunstharzen en werken daarvan

met uitzondering van :
ex 39.03 : explosieven

- Chapitre 40 : caoutchouc naturel ou synthétique, factice pour caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
à l'exception de :
ex 40.11 : pneus à l'épreuve de balles
- Chapitre 41 : peaux et cuirs
- Chapitre 42 : ouvrages en cuir; articles de bourrellerie et de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux
- Chapitre 43 : pelleteries et fourrures; pelleteries factices
- Chapitre 44 : bois, charbon de bois et ouvrages en bois
- Chapitre 45 : liège et ouvrages en liège
- Chapitre 46 : ouvrages de sparterie et de vannerie
- Chapitre 47 : matières servant à la fabrication du papier
- Chapitre 48 : papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton
- Chapitre 49 : articles de librairie et produits des arts graphiques
- Chapitre 65 : coiffures et parties de coiffures
- Chapitre 66 : parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties
- Chapitre 67 : plumes et duvets apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux
- Chapitre 68 : ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues
- Chapitre 69 : produits céramiques
- Chapitre 70 : verre et ouvrages en verre
- Chapitre 71 : perles fines, pierres gemmes et similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie
- Chapitre 73 : fonte, fer et acier
- Chapitre 74 : cuivre
- Chapitre 75 : nickel
- Chapitre 76 : aluminium
- Chapitre 77 : magnésium, béryllium (glucinium)
- Chapitre 78 : plomb
- Chapitre 79 : zinc
- Chapitre 80 : étain
- Chapitre 81 : autres métaux communs
- Chapitre 82 : outillage; articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs
à l'exception de :
ex 82.05 : outillage
ex 82.07 : pièces d'outillage
- Chapitre 83 : ouvrages divers en métaux communs
- Chapitre 84 : chaudières, machines, appareils et engins mécaniques
à l'exception de :
ex 84.06 : moteurs
ex 84.08 : autres propulseurs
ex 84.45 : machines
ex 84.53 : machines automatiques de traitement de l'information
ex 84.55 : pièces du 84.53
ex 84.59 : réacteurs nucléaires
- Chapitre 85 : machines et appareils électriques et objets servant à des usages électrotechniques
à l'exception de :
ex 85.13 : télécommunications
ex 85.15 : appareils de transmission
- Hoofdstuk 40 : rubber (natuurlijke en synthetische rubber en factis) en werken van rubber
met uitzondering van :
ex 40.11 : kogelbestendige banden
- Hoofdstuk 41 : huiden, vellen en leder
- Hoofdstuk 42 : lederwaren; zadel- en tuigmakerswerk; reisartikelen, dameshandtassen en dergelijke bergingsmiddelen; werken van darmen
- Hoofdstuk 43 : peltterijen en bontwerk; namaakbont
- Hoofdstuk 44 : hout, houtskool en houtwaren
- Hoofdstuk 45 : kurk en kurkwaren
- Hoofdstuk 46 : vlechtwerk en mandenmakerswerk
- Hoofdstuk 47 : stoffen voor het vervaardigen van papier
- Hoofdstuk 48 : papier en karton; cellulose, papier- en kartonwaren
- Hoofdstuk 49 : artikelen van de boekhandel, en produkten van de grafische kunst
- Hoofdstuk 65 : hoofddeksels en delen daarvan
- Hoofdstuk 66 : paraplu's, parasols, wandelstokken, zweepen, rijzweepen, alsmede delen daarvan
- Hoofdstuk 67 : geprepareerde veren en geprepareerde dons en artikelen van veren of van dons; kunstbloemen; werken van mensenhaar
- Hoofdstuk 68 : werken van steen, van gips, van cement, van asbest, van mica en van dergelijke stoffen
- Hoofdstuk 69 : keramische produkten
- Hoofdstuk 70 : glas en glaswerk
- Hoofdstuk 71 : echte parels, natuurlijke en andere edelstenen en halfedelstenen, edele metalen en metalen geplaatd met edele metalen, alsmede werken daarvan; fancybijouterieën
- Hoofdstuk 73 : gietijzer, ijzer en staal
- Hoofdstuk 74 : koper
- Hoofdstuk 75 : nikkel
- Hoofdstuk 76 : aluminium
- Hoofdstuk 77 : magnesium, beryllium (glucinium)
- Hoofdstuk 78 : lood
- Hoofdstuk 79 : zink
- Hoofdstuk 80 : tin
- Hoofdstuk 81 : andere onedele metalen
- Hoofdstuk 82 : gereedschap; messenmakerswerk, lepels en vorken, van onedel metaal
met uitzondering van :
ex 82.05 : gereedschap
ex 82.07 : stukken gereedschap
- Hoofdstuk 83 : allerlei werken van onedele metalen
- Hoofdstuk 84 : stoomketels, machines, toestellen en mechanische werktuigen
met uitzondering van :
ex 84.06 : motoren
ex 84.08 : andere voortstuwingsmiddelen
ex 84.45 : machines
ex 84.53 : automatische gegevens verwerkende machines
ex 84.55 : delen van post 84.53
ex 84.59 : kernreactoren
- Hoofdstuk 85 : elektrische machines, apparaten en toestellen; artikelen voor elektrotechnisch gebruik
met uitzondering van :
ex 85.13 : telecommunicatie
ex 85.15 : zendtoestellen

Chapitre 86 : véhicules et matériel pour voies ferrées; appareils de signalisation non électrique pour voies de communication

à l'exception de :

- ex 86.02 : locomotives blindées
- ex 86.03 : autres locoblindés
- ex 86.05 : wagons blindés
- ex 86.06 : wagons ateliers
- ex 86.07 : wagons

Chapitre 87 : voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres

à l'exception de :

- ex 87.01 : tracteurs
- ex 87.02 : véhicules militaires
- ex 87.03 : voitures de dépannage
- ex 87.08 : chars et automobiles blindées
- ex 87.09 : motocycles
- ex 87.14 : remorques

Chapitre 89 : navigation maritime et fluviale

à l'exception de :

- 89.01 A : bateaux de guerre

Chapitre 90 : instruments et appareils d'optique, de photographie et de cinématographie, de mesure, de vérification, de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux

à l'exception de :

- ex 90.05 : jumelles
- ex 90.11 : microscopes
- ex 90.13 : instruments divers, lasers
- ex 90.14 : télémètres
- ex 90.17 : instruments médicaux
- ex 90.18 : appareils de mécanothérapie
- ex 90.19 : appareils d'orthopédie
- ex 90.20 : appareils rayon X
- ex 90.28 : instruments de mesures électriques ou électroniques

Chapitre 91 : horlogerie

Chapitre 92 : instruments de musique; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son; appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision; parties et accessoires de ces instruments et appareils

Chapitre 94 : meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires

à l'exception de :

- ex 94.01 A : sièges d'aérodynes

Chapitre 95 : matières à tailler et à mouler, à l'état travaillé (y compris les ouvrages)

Chapitre 96 : ouvrages de broserie et pinceaux, balais, houpes et articles de tameriserie

Chapitre 98 : ouvrages divers.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

M. EYSKENS

Hoofdstuk 86 : rollend en ander materieel voor spoor- en tramwegen; niet-elektrische signaal- en waarschuwingstoestellen voor het verkeer

met uitzondering van :

- ex 86.02 : gepantserde locomotieven
- ex 86.03 : andere gepantserde locomotieven
- ex 86.05 : gepantserde wagons
- ex 86.06 : rijdende werkplaatsen
- ex 86.07 : wagons

Hoofdstuk 87 : automobielen, tractors, rijwielen, motorrijwielen en andere voertuigen, voor vervoer te lande

met uitzondering van :

- ex 87.01 : tractors
- ex 87.02 : militaire voertuigen
- ex 87.03 : takelwagens
- ex 87.08 : gevechtswagens en pantserauto's
- ex 87.09 : motorrijwielen
- ex 87.14 : aanhangwagens

Hoofdstuk 89 : scheepvaart

met uitzondering van :

- 89.01 A : oorlogsschepen

Hoofdstuk 90 : optische instrumenten, apparaten en toestellen; instrumenten, apparaten en toestellen, voor de fotografie en de cinematografie; meet-, verificatie-, controle- en precisie-instrumenten, apparaten en toestellen; medische en chirurgische instrumenten, apparaten en toestellen

met uitzondering van :

- ex 90.05 : binocles
- ex 90.11 : microscopen
- ex 90.13 : diverse instrumenten, lasers
- ex 90.14 : telemeters
- ex 90.17 : instrumenten voor de geneeskunde
- ex 90.18 : toestellen voor mechanische therapie
- ex 90.19 : orthopedische toestellen
- ex 90.20 : röntgentoestellen
- ex 90.28 : elektrische of elektronische meet-instrumenten

Hoofdstuk 91 : uurwerken

Hoofdstuk 92 : muziekinstrumenten; toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid; toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid en beelden voor televisie; delen en toebehoren van deze instrumenten en toestellen

Hoofdstuk 94 : meubelen (ook voor medisch of voor chirurgisch gebruik); artikelen voor bedden en soortgelijke artikelen

met uitzondering van :

- ex 94.01 A : zitmeubelen voor vliegtuigen

Hoofdstuk 95 : stoffen geschikt om te worden gesneden of te worden gevormd, in bewerkte staat (werken daaronder begrepen)

Hoofdstuk 96 : borstelwerk, kwasten en penselen, bezems, poederkwastjes en zeven

Hoofdstuk 98 : diverse werken

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 12 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,

M. EYSKENS

Annexe II déterminant les modèles d'avis en application de l'article 7 de l'arrêté royal relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures

Publication des avis des marchés publics de fournitures

A. MODELE D'AVIS DE MARCHES POUR L'ADJUDICATION PUBLIQUE ET L'APPEL D'OFFRES GENERAL

1. Nom, adresse, numéro de téléphone et, le cas échéant, numéros de télégraphe et de télex du pouvoir adjudicateur
2. Mode de passation choisi
3. a) Lieu de livraison
b) Nature et quantité des produits à fournir
c) Indications relatives à la possibilité pour les fournisseurs de soumissionner pour des parties et/ou pour l'ensemble des fournitures requises
4. Délai de livraison éventuellement imposé
5. a) Nom et adresse du service auquel les documents pertinents peuvent être demandés
b) Date limite pour effectuer cette demande
c) Montant et modalités de paiement de la somme qui doit être éventuellement versée pour obtenir ces documents
6. a) Date limite de réception des offres
b) Adresse où elles doivent être transmises
c) La ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées
7. a) Personnes admises à assister à l'ouverture des offres
b) Date, heure et lieu de cette ouverture
8. Les indications qui se rapportent aux cautionnements et à toutes autres garanties éventuellement demandées
9. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux dispositions législatives ou réglementaires qui les régissent
10. La forme juridique déterminée que devra éventuellement revêtir le groupement de fournisseurs auquel aura été attribué le marché
11. Les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des conditions minimales de caractère économique et technique que les administrations fixent aux fournisseurs pour leur sélection. Ces renseignements et formalités ne peuvent être autres que ceux visés aux articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures
12. Délai pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre
13. Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché. Les critères autres que le prix le plus bas sont mentionnés lorsqu'ils ne figurent pas dans les cahiers des charges
14. Autres renseignements
15. Date d'envoi de l'avis
16. Cette publication est faite en application de l'accord relatif aux marchés publics conclu dans le cadre des accords multilatéraux résultant des négociations commerciales de 1973-1979.

B. MODELE D'AVIS DE MARCHES POUR L'ADJUDICATION RESTREINTE ET L'APPEL D'OFFRES RESTREINT

1. Nom, adresse, numéro de téléphone et, le cas échéant, numéros de télégraphe et de télex du pouvoir adjudicateur
2. Mode de passation choisi
3. a) Lieu de livraison
b) Nature et quantité des produits à fournir
c) Indications relatives à la possibilité pour les fournisseurs de soumissionner pour des parties et/ou pour l'ensemble des fournitures requises
4. Délai de livraison éventuellement imposé

Bijlage II tot bepaling van de modellen van aankondiging in toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen

*Publikatie van de aankondigingen
inzake overheidsopdrachten van leveringen*

A. MODEL VOOR DE AANKONDIGING VAN DE OPENBARE AANBESTEDING EN DE ALGEMENE OFFERTEAANVRAAG

1. Naam, adres, telefoonnummer en, in voorkomend geval, telegramadres en telexnummer van de aanbestedende dienst
2. Wijze van gunning
3. a) Plaats van levering
b) Aard en hoeveelheid van de te leveren produkten
c) Gegevens betreffende de mogelijkheid voor de leveranciers om in te schrijven voor gedeelten en/of voor het geheel van de vereiste leveringen
4. De eventueel voorgeschreven leveringstermijn
5. a) Naam en adres van de dienst waar de ter zake dienende stukken kunnen worden aangevraagd
b) Uiterste datum voor deze aanvraag
c) Het eventueel ter verkrijging van genoemde stukken te storten bedrag en de wijze van betaling daarvan
6. a) Uiterste datum voor de ontvangst van de inschrijvingen
b) Adres waar deze moeten worden ingediend
c) Taal of talen waarin zij moeten worden gesteld
7. a) Degenen die bij de opening van de inschrijvingen worden toegelaten
b) Dag, uur en plaats van de opening
8. De bepalingen inzake de te stellen borgsommen en alle andere eventueel verlangde waarborgen
9. Belangrijkste voorschriften voor financiering en betaling en/of verwijzingen naar de wettelijke of bestuursrechtelijke teksten waarin deze worden geregeld
10. De bepaalde rechtsvorm die de combinatie van leveranciers eventueel moet hebben wanneer de opdracht haar gegund wordt
11. De te verstrekken inlichtingen en de nodige bescheiden voor de beoordeling van de economische en technische minimum-eisen die de besturen voor de leveranciers vaststellen inzake hun selectie. Deze inlichtingen en bescheiden kunnen geen andere zijn dan deze vermeld in artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen
12. Termijn gedurende welke de inschrijver zijn aanbieding gestand moet doen
13. De bij de gunning van de opdracht aan te leggen criteria. De naast de laagste prijs geldende criteria worden vermeld, voor zover zij niet in het bestek zijn opgenomen
14. Overige inlichtingen
15. Datum van verzending van de aankondiging
16. Deze aankondiging geschiedt in toepassing van de overeenkomst inzake overheidsopdrachten gesloten in het kader van de multilaterale overeenkomsten waarover tijdens de handelsbesprekingen 1973-1979 overeenstemming is bereikt.

B. MODEL VOOR DE AANKONDIGING VAN DE BEPERKTE AANBESTEDING EN DE BEPERKTE OFFERTEAANVRAAG

1. Naam, adres, telefoonnummer en, in voorkomend geval, telegramadres en telexnummer van de aanbestedende dienst
2. Wijze van gunning
3. a) Plaats van levering
b) Aard en hoeveelheid van de te leveren produkten
c) Gegevens betreffende de mogelijkheid voor de leveranciers om in te schrijven voor gedeelten en/of voor het geheel van de vereiste leveringen
4. De eventueel voorgeschreven leveringstermijn

5. La forme juridique déterminée que devra éventuellement revêtir le groupement de fournisseurs auquel aura été attribué le marché

6. a) Date limite de réception des demandes de participation
b) Adresse où elles doivent être transmises
c) La ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées

7. Date limite d'envoi des invitations à soumissionner par le service qui passe le marché

8. Les renseignements à faire figurer dans la demande de participation sous forme de déclarations ultérieurement vérifiables et concernant la situation propre du fournisseur, ainsi que les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des conditions minimales de caractère économique et technique que l'administration fixe aux fournisseurs pour leur sélection. Ces renseignements et formalités ne peuvent être autres que ceux visés aux articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures

9. Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché lorsqu'ils ne sont pas mentionnés dans l'invitation à soumissionner

10. Autres renseignements

11. Date d'envoi de l'avis

12. Cette publication est faite en application de l'accord relatif aux marchés publics conclu dans le cadre des accords multilatéraux résultant des négociations commerciales 1973-1979.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 mai 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
M. EYSKENS

F. 81 — 819

21 MAI 1981. — Arrêté ministériel déterminant la liste des pays auxquels s'applique la règle de non-discrimination pour les marchés soumis à l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures

Le Premier Ministre,

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures, notamment l'article 3;

Vu la décision du Conseil des Communautés européennes du 10 décembre 1979 concernant la conclusion des accords multilatéraux résultant des négociations commerciales de 1973-1979 (80/271/C.E.E.);

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 22 juillet 1980 adaptant et complétant, en ce qui concerne certains pouvoirs adjudicateurs, la directive 77/62/C.E.E. portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fourniture (80/767/C.E.E.),

Arrête :

Article unique. Les pays visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures, auxquels s'applique la règle de non-discrimination lors de la passation et de l'exécution des marchés soumis aux dispositions de cet arrêté royal sont :

- la République d'Autriche;
- le Canada;
- la République de Finlande;

5. De bepaalde rechtsvorm die de combinatie van leveranciers eventueel moet hebben wanneer haar de opdracht gegund wordt

6. a) Uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming

b) Adres waaraan deze moeten worden gezonden

c) Taal of talen waarin zij moeten worden gesteld

7. Uiterste datum voor de verzending van de uitnodigingen tot inschrijving door de aanbestedende dienst

8. De inlichtingen die in de aanvragen tot deelneming moeten worden verstrekt in de vorm van de achteraf controleerbare verklaringen, betreffende de eigen situatie van de leverancier, alsmede de te verstrekken inlichtingen en de nodige bescheiden voor de beoordeling van de economische en technische minimum-eisen die het bestuur voor de leveranciers vaststelt inzake hun selectie. Deze inlichtingen en bescheiden kunnen geen andere zijn dan deze vermeld in artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 28 december 1978 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen in het raam van de Europese Gemeenschappen

9. De bij de gunning van de opdracht aan te leggen criteria, voor zover zij niet in de uitnodiging tot inschrijving zijn opgenomen

10. Overige inlichtingen

11. Datum van verzending van de aankondiging

12. Deze aankondiging geschiedt in toepassing van de overeenkomst inzake overheidsopdrachten gesloten in het kader van de multilaterale overeenkomsten waarover tijdens de handelsbesprekingen 1973-1979 overeenstemming is bereikt.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 12 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
M. EYSKENS

N. 81 — 819

21 MEI 1981. — Ministerieel besluit tot bepaling van de lijst van de landen waarop de regel van de gelijke behandeling van toepassing is voor de opdrachten onderworpen aan het koninklijk besluit van 12 mei 1981 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen

De Eerste Minister,

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 1981 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 10 december 1979 betreffende de sluiting van de multilaterale overeenkomsten waarover tijdens de handelsbesprekingen 1973-1979 overeenstemming is bereikt (80/271/E.E.G.);

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 juli 1980 tot aanpassing en aanvulling, voor wat bepaalde aanbestedende diensten betreft, van richtlijn 77/62/E.E.G. betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor leveringen (80/767/E.E.G.),

Besluit :

Enig artikel. De landen bedoeld door artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1981 betreffende de mededinging inzake bepaalde overheidsopdrachten van leveringen waarop de regel van gelijke behandeling van toepassing is voor de gunning en de uitvoering van de aan de bepalingen van dit koninklijk besluit onderworpen opdrachten zijn :

- de Republiek Oostenrijk;
- Canada;
- de Republiek Finland;